

Covid-19 (Québec) : Les différents visages des antimasques

lundi 28 septembre 2020, par [PÉLOQUIN Tristan](#) (Date de rédaction antérieure : 26 septembre 2020).

Les manifestations antimasques qui se multiplient au Québec n'ont rien d'un mouvement spontané de citoyens exaspérés. Derrière cette vague de contestation, un groupe aux relents conspirationnistes de plus en plus structuré récolte les dons par centaines de milliers de dollars. De petits commandos d'internautes inquiets traquent leurs moindres publications pour exposer leurs dérives.

« Liberté, liberté, liberté ! » Le samedi 12 septembre, la foule est dense devant les bureaux de Radio-Canada. Après avoir marché bruyamment dans les rues de Montréal, ils sont des milliers à applaudir à tout rompre l'homme qui prend la parole sur scène.

« Je suis tellement fier de vous, lance Stéphane Blais à la foule galvanisée, où flottent des drapeaux pro-Donald Trump, des pancartes faisant l'apologie du mouvement complotiste QAnon et des slogans dénonçant la « tyrannie » et la « pandémie planifiée par l'élite ».

On a un devoir de protéger nos enfants. Y'a personne qui va toucher à ma fille ! Et y'a personne qui va toucher à vos enfants non plus. On va tous s'entraider, on va se tenir, et on dit à Legault que c'est pas vrai qu'on est des dociles : on est des leaders.

- Stéphane Blais

Peu connu du grand public, mais vénéré par certains internautes, l'homme est à la tête d'une organisation qui a vu le jour le 7 mai dernier : la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple. Il est aussi le chef de Citoyens au pouvoir, un parti politique officiellement inscrit auprès du Directeur général des élections du Québec, qui a reçu 33 959 \$ d'allocations publiques en 2019 après avoir obtenu 0,35 % du vote populaire lors des élections générales de novembre 2018.

C'est cette nouvelle fondation, qui partage la même adresse de bureau que Citoyens au pouvoir, qui est à l'origine d'une action judiciaire intenté le 8 juin par l'avocat Guy Bertrand contre le gouvernement du Québec pour invalider plusieurs mesures imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie. La démarche juridique a coûté quelque 125 000 \$ à l'organisation, avant que le célèbre constitutionnaliste se rétracte en dénonçant les « déclarations souvent intempestives » et les « propos mensongers » de Stéphane Blais, qui « ne peuvent qu'induire en erreur [ses] fans et la population ».

Juste avant de déposer la poursuite, M. Blais a affirmé sur Facebook que l'action démontrerait, « preuves à l'appui, que cet épisode du COVID-19 n'est rien d'autre qu'un coup d'État international d'une clique de puissants malfrats contre les peuples du monde ».

La Fondation a aussi versé dès les premiers jours de son existence 50 000 \$ à Vaccine Choice Canada, organisme représenté par l'avocat constitutionnaliste ontarien Rocco Galati pour financer un autre recours judiciaire visant notamment Justin Trudeau. La procédure soutient que la « pandémie de COVID a été pré-planifiée » et est un « complot dirigé par Bill Gates et d'autres milliardaires, des corporations et des oligarques du vaccin, de l'industrie pharmaceutique et des technologies, à travers l'OMS ».

M. Blais a promis au début septembre sur Facebook que les « criminels, politiciens corrompus, pédophiles [et les] traitres » seraient « jugés très sévèrement pour [leur] collaboration, [leur] lâcheté et [leurs] crimes contre l'humanité ». « Le processus de divulgation commencera cet automne pour le Québec et le Canada. Lanceurs d'alertes et arrestations de personnes d'influence au menu », affirmait-il. M. Blais n'a pas répondu à nos demandes d'entrevue.

D'où vient l'argent ?

Mais d'où vient l'argent ? À la mi-mai, le parti politique Citoyens au pouvoir a organisé sur Facebook et YouTube une grande campagne de financement, dans le cadre d'un « webothon » diffusé en direct. La comédienne Lucie Laurier et Alexis Cossette-Trudel, une figure de proue du mouvement complotiste qui affirme sur son canal YouTube Radio-Québec que « tout le monde autour de Justin Trudeau baigne dans la pédophilie », faisaient partie des invités d'honneur. Daniel Pilon, un candidat défait de Citoyens au pouvoir, dont la page Facebook compte plus de 50 000 abonnés, y figurait aussi, aux côtés d'André Pitre, alias « Stu-Pitt », un ancien conférencier du groupe identitaire La Meute qui exploite maintenant le Stu-Dio, un média alternatif campé très à droite.

M. Blais a déclaré sur Facebook que La Fondation a récolté 300 000 \$ dans les 72 heures qui ont suivi le « webothon ». Et l'argent a continué d'entrer. En date du 17 juillet, l'organisation disait avoir récolté 468 000 \$, en partie placé dans une fiducie supervisée par un bureau d'avocats.

L'organisation versait aussi un salaire de 1000 \$ par semaine à M. Blais et à un autre administrateur, selon des états financiers intermédiaires consultés par *La Presse*.

Des dissensions internes sont vite apparues. Caroline Mailloux, une administratrice qui recevait un salaire de 1500 \$ par semaine, a claqué la porte en évoquant un abus de confiance avec M. Blais. Dans un message publié sur Facebook mais supprimé par la suite, elle a soulevé différentes irrégularités. Elle a notamment affirmé avoir eu l'instruction d'informer les donateurs que des reçus aux fins d'impôt seraient envoyés dans les six prochaines semaines. La Fondation n'est à ce jour toujours pas inscrite au registre fédéral des organismes de bienfaisance autorisé à émettre de tels reçus.

D'autres irrégularités soulevées par M^{me} Mailloux, qui impliquaient le parti politique Citoyens au pouvoir, ont attiré le regard du Directeur général des élections du Québec. Ce dernier confirme à *La Presse* avoir « procédé à des vérifications quant à la conformité des contributions politiques du parti », mais refuse de commenter davantage. Il ne s'agit pas d'une enquête, mais bien de vérifications, précise le DGEQ, qui confirme par ailleurs qu'aucun constat d'infraction n'a été remis dans ce dossier.

M^{me} Mailloux a refusé d'accorder une entrevue à *La Presse*.

Citoyens au pouvoir et la Fondation démentent les affirmations de M^{me} Mailloux. M. Blais les a qualifiées de « tentative de salissage » dans une entrevue accordée au site chrétien Théovox. La Fondation a fait faire une revue diligente par un avocat et un comptable, à la suite de quoi des états

financiers non définitifs ont été publiés sur Facebook, où ils ont pu être consultés par *La Presse*. M. Blais a aussi justifié son salaire de 1000 \$ par semaine en disant travailler plus de 40 heures par semaine pour la fondation et avoir refusé des mandats comme comptable pour s'acquitter de ses tâches.

M. Blais, dont le bureau de comptable se trouve aussi à la même adresse que la Fondation et le parti politique qu'il dirige, s'est également trouvé dans la ligne de mire du syndic de l'Ordre des CPA, dont il est membre. Dans une lettre que M. Blais a lui-même rendue publique sur Facebook, le syndic adjoint, Claude Maurer, lui a demandé des éclaircissements au sujet de la fiducie où l'argent de la Fondation a été déposé.

Le syndic a également exigé des explications sur des déclarations publiques de M. Blais, selon qui cet épisode du COVID-19 est un « prétexte pour nous conditionner à la docilité et à la répression policière », que le D^r Horacio Arruda rêve en secret que ses petits-enfants « soient vaccinés de force et vivent dans un État policier » et que la « deuxième vague [de la pandémie] est planifiée ».

« Je suis d'opinion que ces assertions gratuites et sans fondement vont à l'encontre de l'honneur et la dignité de la profession de CPA », écrit le syndic adjoint de cet ordre, qui compte 45 000 membres professionnels. L'Ordre des CPA a refusé de nous accorder une entrevue sur cette enquête.

M. Blais a répliqué dans une vidéo sur Facebook que cette incursion du syndic est « une commande politique pour [l]'écœurer » et a exigé la démission du syndic adjoint « sur-le-champ ». « Ne vous approchez plus, je suis en cour contre le gouvernement du Québec. Je suis en train de défendre vos propres enfants. Si je m'exprime comme chef de parti politique ou comme président d'une fondation à l'effet que le COVID, c'est une grippe qui n'est pas plus virulente qu'une grippe standard, c'est parce que j'ai raison, et on va aller le plaider en cour. Est-ce que c'est clair ? a-t-il martelé. Restez sur votre terrain, et ne venez pas faire de politique. »

Série de manifestations

Depuis le 25 juillet, la Fondation concentre ses efforts sur l'organisation partout au Québec de marches pacifiques pour « la libération du peuple ». Des figures de proue du mouvement identitaire radical, comme Steeve « L'artiss » Charland, ex-dirigeant de La Meute, un groupe anti-immigration et opposé à l'Islam, y participent en mobilisant leurs propres bases dans ces événements.

On y aperçoit régulièrement sur scène les mêmes porte-parole - Alexis Cossette-Trudel, Daniel Pilon, Steeve Charland et Stéphane Blais. Plus en marge, Mario Roy, « membre en règle » du groupe ultranationaliste « Storm Alliance », selon qui une bonne partie des employés de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) participent à un « réseau d'enlèvement d'enfants » motivé par le financement gouvernemental lié à la prise en charge d'enfants, fait aussi quelques apparitions lors de ces événements. M. Roy a profité la semaine dernière d'une manifestation devant l'Assemblée nationale à Québec, organisée par le groupe Appel à la liberté et relayée par la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple, pour déposer une requête en désaveu contre le gouvernement, suivi d'une plainte criminelle privée contre Horacio Arruda et François Legault.

Le mouvement semble prendre de l'ampleur et attire dans certains cas plusieurs milliers de participants.

Noyauté par la droite identitaire radicale

« Le groupe est noyauté par des individus de la droite identitaire radicale, qui a vu dans le contexte actuel une occasion de se structurer comme jamais », affirme David Morin, cotitulaire de la Chaire

UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent de l'Université de Sherbrooke.

Le chercheur estime que les têtes d'affiche du mouvement ont décidé d'unir leurs forces pour mieux propager leur message. « C'est une structure d'opportunité, un peu comme un consortium, à l'intérieur duquel chacun est indépendant et a son propre modèle d'affaires », note M. Morin.

Ces gens faisaient front commun il y a quelques mois en affirmant que l'immigration et l'Islam sont des menaces. Leur discours a glissé dans le complotisme. L'ennemi, c'est maintenant le gouvernement et l'élite, qui cherchent à éliminer la race blanche.

- David Morin, cotitulaire de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent de l'Université de Sherbrooke

« Leurs stratégies ont toutes un point commun : jouer sur l'anxiété et le sentiment d'urgence, en disant que si nous impose d'abord le masque, c'est pour que l'État puisse ensuite rentrer chez nous », poursuit le chercheur.

La prochaine grande manifestation, prévue le 11 octobre prochain à Montréal, promet une série de conférenciers, dont Stéphane Blais, Lucie Laurier, Alexis Cossette-Trudel, Steeve Charland et Daniel Pilon. Ils seront aux côtés de pasteurs évangéliques que M. Morin n'hésite pas à qualifier d'« intégristes religieux ». « Plus ça va, plus on constate que les groupes progressistes sont exclus de ce mouvement-là », note-t-il.

Mission : épingler les conspirationnistes

Ils appellent ça « organiser un BBQ ». Pendant toute une soirée, ils sont une dizaine d'internautes réunis virtuellement sur Messenger, et épluchent minute par minute chacune des vidéos produites par les têtes d'affiche de la « complosphère » québécoise.

Ils cataloguent chaque affirmation douteuse dans un tableur Excel, isolent les extraits les plus croustillants et balancent le tout au « Deep Steak », un écosystème de contenus satiriques sur les réseaux sociaux, voué exclusivement aux dérives complotistes québécoises.

Martin Gaudet, qui anime la page Facebook « Ménage du dimanche » et la baladoémission *Le crachoir* avec les trouvailles de ces collaborateurs, les appelle ses « cyberconcierges ». « Ils font un job sanitaire, vraiment. Notre but est d'exposer les conneries que disent les complotistes. Le jour où ils finiront par dépasser la ligne, on sera là pour les exposer. »

Le Deep Steak (le nom est une boutade qui fait référence au « Deep State » des thèses conspirationnistes, ce soi-disant réseau de hauts fonctionnaires qui contrôlerait les gouvernements mondiaux) est le premier à avoir révélé le désistement de l'avocat Guy Bertrand de la cause financée par la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple. Ses membres ont aussi mis au jour les dissensions au sein de la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple au cours de l'été.

On a dans le groupe des juristes, des fiscalistes, des gens qui travaillent dans le domaine de la sécurité, même des spécialistes de la théologie, qui analysent tout ce qui sort des réseaux conspis.

Martin Gaudet

Son groupe n'est pas le seul à mener un combat du genre. Le groupe Facebook Les illuminés du Québec et l'Observatoire des délires conspirationnistes sont dans la même mouvance. « Nous, on se concentre sur les vidéos *live*. On cherche à illustrer la connerie humaine, lance Nick Dénomme, un des responsables des Illuminés du Québec. Je peux me taper des vidéos de trois heures juste pour garder un résumé de cinq minutes qu'on balance dans les réseaux. C'est un hobby, une façon de surveiller l'extrême droite. »

Groupe secret

Un autre groupe privé et secret, dont trois membres ont accepté de parler à *La Presse* sous le couvert de l'anonymat par crainte que leurs comptes ne soient ciblés par des dénonciations, préfère agir dans l'ombre. Une de ses membres, une secrétaire juridique de formation qui dit avoir des disques durs remplis de captures d'écran de comptes complotistes, a déposé des dizaines de plaintes au Barreau contre des conspirationnistes qui donnent ouvertement des conseils juridiques aux autres. Ses dénonciations ont contribué à lancer au moins trois enquêtes du syndic.

« Il y a beaucoup de gens qui ont des devoirs professionnels, comme des infirmières et des médecins, qui partagent de la désinformation à outrance. On cherche des manières légales de les tenir responsables. On fait des signalements à leurs ordres professionnels et on s'échange entre nous des formulaires types pour le faire le plus efficacement possible », explique un professeur de psychologie qui s'est récemment attaqué à une collègue qui diffusait des théories fumeuses sur les liens entre la COVID-19 et la téléphonie 5G ainsi que sur le « nouvel ordre mondial ». « Ça marche ! Absolument. Elle a reçu une lettre de son ordre professionnel et elle a perdu toutes ses tribunes. Elle se plaint de s'être fait museler, mais elle a manqué à son devoir en partageant de la fausse information. »

Le professeur de politique appliquée David Morin, cotitulaire de la chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, prévient que l'approche est un couteau à double tranchant. « Ça perturbe l'organisation. Ça peut déstabiliser le noyau dur, mais ça fait aussi des martyrs. C'est une technique qui peut même rendre le noyau dur sympathique » aux yeux des sympathisants plus modérés.

Martin Gaudet le reconnaît : leur approche a aussi un côté « un peu obsessionnel ». « Mais le diable est dans les détails. Si tu veux débunker ces gens-là, il faut que tu sois dans l'excès », croit-il.

Petit florilège de citations conspirationnistes

Pourquoi toutes ces mesures ultracontraignantes ? Ma réponse : parce que cette crise était préméditée. Le virus est un prétexte pour nous conditionner à la docilité et à la répression policière.

- Stéphane Blais, président de la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple

Cet épisode du COVID-19 n'est rien d'autre qu'un coup d'État international d'une clique de puissants malfrats contre les peuples du monde.

- Stéphane Blais, président de la Fondation pour la défense des droits et libertés du peuple

Tout le monde autour de Justin Trudeau baigne dans la pédophilie. [...] Les

personnes autour de lui sont systématiquement arrêtées.

- Alexis Cossette-Trudel, dans un de ses webjournaux de Radio-Québec

Si votre enfant a des symptômes, ne l'envoyez pas à l'école, parce qu'ils vont le tester et le prendre, même s'il n'est pas malade. [...] Gardez-le à la maison, ça va empêcher les salopards de rentrer chez vous et prendre le contrôle.

- Alexis Cossette-Trudel, lors d'une manifestation antimasque à Montréal

Ils disent toujours qu'ils ont des preuves [de l'existence du virus]. Sauf que nous autres, les preuves qu'on voit parce qu'on jase avec les gens, parce qu'on serre des mains de vrai monde, quand on parle à des gens qui travaillent en santé, [on se fait dire que] les ailes COVID sont vides, les ailes psychiatriques sont pleines. Fais le calcul.

- Steeve l'Artiss Charland, dans une vidéo publiée sur sa page Facebook

Tristan Péloquin

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

La Presse

<https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-09-26/les-differents-visages-des-antimasques.php>